



# RSE : Quand les achats deviennent responsables

Malgré les injonctions contradictoires de nombreux dirigeants d'entreprises, les valeurs de RSE se déclinent de plus en plus systématiquement dans les achats. Et de façon pertinente. Face à la dictature du prix, le développement durable devient un critère de choix de la meilleure offre. L'ObsAR (Observatoire des Achats Responsables) soutient et accompagne cette évolution positive des politiques et des pratiques d'achat, en France et à l'international.



© Minerva Studio - Fotolia

Pour l'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), association créée en 2010 et membre de la Plateforme nationale pour la RSE (rattachée à France Stratégie et placée auprès des services du Premier Ministre), l'objectif est d'inclure les politiques d'achat dans le cadre du développement durable. La définition qu'il donne des achats responsables est claire : « *Tout achat intégrant dans un esprit d'équilibre entre parties prenantes des exigences, spécifications et critères en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social et du développement économique. L'acheteur recherche l'efficacité ; l'amélioration de la qualité des prestations et l'optimisation des coûts globaux (immédiats et différés) au sein d'une chaîne de valeur et en mesure l'impact* ». La filiation de cette définition avec la norme ISO 26000, qui promeut la RSE, est directe et volontaire : après avoir présidé à l'AFNOR à la mise au point de la norme française « achats responsables » (NF X 50-135) l'ObsAR s'est fortement impliqué dans la mise au point de la future norme internationale ISO 20400 « sustainable procurement » attendue en 2016.

## La responsabilité sociétale garante de la fiabilité

De fait, les achats responsables ont pris une place importante dans les entreprises. Les valeurs de RSE se déclinent dorénavant de façon pertinente et de plus en plus systématique dans tous les segments d'achats. Que ce soit dans les services, les travaux ou l'achat de produits finis, les fournisseurs - comme leurs clients - mettent de plus en plus en avant des initiatives et des valeurs qui respectent l'environnement, le social et les actions sociétales qu'ils portent, notamment en termes de développement local et d'emploi. Ainsi, les acheteurs recherchent

des produits de moins en moins polluants qui disposent de circuits de récupération, voire de recyclage. De même, la durée de vie des produits est maintenant prise en compte autant que leur prix. La diminution des consommations et l'économie de ressources deviennent des arguments de vente et sont considérés comme un élément différenciant quand le prix est similaire. Enfin, les conditions sociales de production et l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou souffrant de handicap sont devenues des critères d'attribution des marchés aux fournisseurs les plus responsables.

## LE SITE INTERNET DE L'OBSAR

[www.obsar.asso.fr](http://www.obsar.asso.fr)

Comprend deux parties :

- Une publique, qui recouvre plusieurs rubriques informatives : actualités de l'ObsAR, agenda, échange de pratiques, publication des travaux, newsletters, informations sur les achats responsables, présentation des partenaires ;
- Un espace réservé aux adhérents : annuaire des adhérents, calendrier des réunions et ordres du jour, avancées des groupes de travail, fiches de lecture (articles, parutions, réglementation), fiches de synthèse des bonnes pratiques, publications de référentiels (lois, réglementations, etc).

## L'OBSAR, UN "THINK TANK" POUR PROMOUVOIR LES ACHATS RESPONSABLES

Afin de porter cette orientation et de la traduire dans les faits, il fallait une se doter d'une organisation support : c'est l'ObsAR (Observatoire des Achats Responsables), qui a été créé en 2010. Espace de réflexion, libre et indépendant de toute contrainte politique ou économique, l'association ObsAR (loi de 1901) s'articule autour de groupes de travail réunissant des organismes de référence à forte légitimité sur ce thème, qui s'engagent dans une démarche d'échanges et de partage de bonnes pratiques. Sa gouvernance est organisée autour d'un Conseil d'Administration rassemblant ses quatre fondateurs et leurs deux principaux réseaux (Compagnie des Dirigeants et Achetters de France et Service des Achats de l'Etat), ainsi que six représentants de ses 125 adhérents, et d'un Conseil d'orientation composé de 15 personnalités éminentes et représentatives. Il travaille en réseau collaboratif avec 17 autres organisations partenaires dans les différents domaines de la RSE et du développement durable.

L'ObsAR analyse les avancées réalisées par les entreprises privées et les organismes publics en matière d'achats responsables, à travers un référentiel – la norme achats responsables (NF X 50-135) – qui prend notamment en compte les principes généraux du Développement Durable, de la RSE, des réglementations en vigueur (Code des marchés publics notamment) et du système de normalisation national et international (ISO 26000). Avec son baromètre annuel, réalisé avec OpinionWay, il s'applique par ailleurs à mettre à la disposition des directions d'entreprises, des services achats et de l'opinion publique des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques d'achats responsables. L'ObsAR a pour ambition de rassembler les expériences, d'en tirer les enseignements et de promouvoir les bonnes pratiques en les diffusant dans l'ensemble de la sphère économique.

### La Charte des « relations fournisseur responsables »

C'est la meilleure adéquation possible entre « l'offre économiquement la plus avantageuse » et les enjeux sociétaux, y compris l'impact de l'achat sur l'éco-système de l'entreprise, qui est maintenant recherchée. On est passé d'un système d'appréciation de court terme – la primauté au prix d'achat – à une approche plus pérenne incluant le cycle de vie des produits et services et la création de valeur.

L'amélioration des relations clients / fournisseurs, à commencer par la réduction des délais de paiement, est devenue un enjeu pour sortir de la crise qui fragilise beaucoup d'entreprises. Les organisations travaillent de plus en plus en réseau, deviennent attentives à leur écosystème et celles qui adoptent de bonnes pratiques en mesurent les impacts positifs en interne, avec leurs services prescripteurs, comme avec leurs parties prenantes externes. Le succès de la Charte des « relations fournisseur responsables » en est un des marqueurs, ainsi que le recours de plus en plus fréquent aux services de la Médiation inter-entreprises pour résoudre un différent, voire un litige, sans passer par les tribunaux. Pour mesurer les

« risques fournisseur », les donneurs d'ordre ont recours à des cabinets d'audit pour vérifier autant que faire se peut la fiabilité des fournisseurs potentiels. Et là, clairement, on mesure que les entreprises qui ont une politique RSE sont parmi les plus fiables, ce qui est parfaitement vérifiable, notamment avec ceux des fournisseurs qui bénéficient d'un label RSE tel que LUCIE, par exemple.

### Un avantage compétitif

En conséquence, il devient de plus en plus naturel d'inclure des critères de RSE ou de développement durable dans les cahiers des charges et dans le choix des offres (ce qu'on appelle le « mieux-disant »), avec un poids qui devient significatif, fréquemment entre 5 et 15 % de la note globale. Ce qui ne va d'ailleurs pas sans quelques vraies difficultés, les fournisseurs se battant avec une multiplicité de questionnaires RSE divers et variés soumis par les entreprises clientes, sans cohérence d'ensemble. D'où également le travail engagé par l'ObsAR sur la méthodologie d'évaluation du critère essentiel du coût global (à décliner par secteurs professionnels ou filières, méthode adoptée par les 43 pays du groupe de travail de l'ISO) et la pertinence

des indicateurs « achats responsables » qui pourront être utilisés de façon simple pour la détermination de la meilleure offre.

Pour confirmer la pertinence de cette nouvelle « bonne pratique », l'ObsAR a aussi proposé aux pouvoirs publics et aux organisations représentatives des entreprises de travailler, à partir de la future norme ISO 20400, à la mise au point d'un label d'Etat. Cet outil donnera, par ailleurs, un avantage compétitif aux entreprises françaises qui l'obtiendront, du fait de l'avance prise dans la matérialisation des critères de RSE liés à leur offre de produits et de services. Un nouveau challenge qui méritera la mobilisation de l'ensemble des réseaux intéressés à la performance globale de nos entreprises.

## LES TRAVAUX DE L'OBSAR

Les principaux thèmes de travail de l'ObsAR recouvrent tous les aspects de la RSE dans les achats :

- gouvernance des achats,
- accès facilité des PME aux marchés,
- relations responsables avec les fournisseurs (dont délais de paiement),
- maîtrise durable des coûts et des risques,
- coût global et création de valeur,
- respect de l'environnement et économies de ressources,
- économie circulaire,
- achats socialement responsables (dont insertion, handicap et diversité, droits de l'Homme),
- pratique du « mieux-disant »,
- indicateurs de mesure et reporting.

Des brochures de sensibilisation permettent de publier les « livrables » des groupes de travail. D'autres productions sont également réalisées, par exemple : une note sur les avancées et les insuffisances de la nouvelle directive européenne « marchés publics » en matière de RSE (note reprise par la Plateforme nationale RSE), une étude sur les avantages économiques d'une réduction des délais de paiement fournisseurs et une méthode d'estimation du « coût global ».

## LE BUREAU DE L'OBSAR

L'ObsAR est présidé par Pierre PELOUZET, actuel Médiateur des Entreprises, son Secrétaire Général est Gérard BRUNAU (ancien chargé de mission interministériel « politique d'achats responsables ») et son Trésorier Pierre QUESADA (LFB BioMédicaments). Ses deux vice-présidents sont Guy ISIMAT-MIRIN (Mazars) et André MARTINIE (Provigis).

**F** Gérard BRUNAU,  
Secrétaire Général